



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

# Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – juin 2021

## Sommaire

### **Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé**

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 1 618 838,00 \$

Date d'octroi du contrat : 18 décembre 2020

Date de livraison : 29 octobre 2021

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à [por-rop@pco-bcp.ca](mailto:por-rop@pco-bcp.ca)

This report is also available in English

Canada 

# Résumé

## Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 2 et le 29 juin 2021 dans de nombreuses localités du pays, au Canada atlantique, au

Québec, en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de groupes de discussion, tenu alors que la pandémie se poursuivait au Canada, a fait une large place à la COVID-19. Différents aspects en ont été explorés, notamment ce que les Canadiens entendaient aux nouvelles à propos du gouvernement fédéral, leur vision de la pandémie et l'évolution de leurs comportements, et ce qu'ils pensaient des restrictions sanitaires locales, de la fermeture des frontières et d'autres restrictions de voyage liées à la COVID-19. L'étude a également permis de sonder les perceptions relatives à la performance du gouvernement du Canada depuis le début de la pandémie et aux risques de progression de la COVID-19 au cours des prochains mois. Par ailleurs, certains sous-groupes ont eu à se prononcer sur divers enjeux liés à la vaccination. Les parents de la Nouvelle-Écosse et de Calgary ont ainsi discuté de la vaccination des jeunes âgés de 12 à 17 ans, tandis que ceux de Toronto/York et Calgary ont commenté des messages publicitaires à ce sujet. Les participants de Winnipeg, qui étaient fatigués de la COVID-19 et avaient des comportements risqués, ont parlé des consignes de santé publique qui les dérangent le plus.

Outre la pandémie, les discussions ont englobé divers autres sujets tels que la santé mentale, les questions autochtones, le logement, les véhicules zéro émission et les enjeux locaux. Deux concepts créatifs conçus pour Diversification de l'économie de l'Ouest Canada ont été évalués par les participants de Calgary.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

## Méthodologie

### Aperçu des groupes

#### Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, les répondants appartenaient à un segment précis de la population. Il s'agissait notamment de personnes fatiguées de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, de personnes comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, de parents d'enfants âgés de 12 à 17 ans, de personnes réticentes à la vaccination, de personnes opposées à la vaccination et de jeunes adultes âgés de 18 à 30 ans.

### Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Deux groupes se composaient de membres de la population générale habitant à Windsor et au Saguenay-Lac-Saint-Jean.
- Les dix autres groupes représentaient des segments de population particuliers :
  - Des personnes fatiguées de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque habitant à Winnipeg;
  - Des personnes comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, qui résident à Hamilton, dans les basses-terres continentales de la Colombie-Britannique et dans la grande région de Montréal (GRM);
  - Des parents d'enfants âgés de 12 à 17 ans habitant en Nouvelle-Écosse, à Toronto et dans la région de York, et à Calgary;
  - Des personnes réticentes à la vaccination habitant en Outaouais;
  - Des personnes qui rejettent les vaccins contre la COVID-19 et habitent dans des villes de taille moyenne des Prairies;
  - De jeunes adultes ayant entre 18 et 30 ans, habitant au Canada atlantique.
- Les groupes tenus au Québec ont été animés en français et tous les autres groupes, en anglais.
- Pour ce cycle, les rencontres ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 85 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

### Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Winnipeg	1	Anglais	2 juin	19 h-21 h	Personnes fatiguées de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque – Points chauds de la COVID-19	7
Hamilton	2	Anglais	3 juin	18 h-20 h	Personnes comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans	8
Nouvelle-Écosse	3	Anglais	8 juin	17 h-19 h	Parents d'enfants âgés de 12 à 17 ans	7

Basses-terres continentales de la Colombie-Britannique	4	Anglais	9 juin	21 h-23 h	Personnes comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans	8
Région de l'Outaouais, Québec	5	Français	10 juin	18 h-20 h	Personnes réticentes à la vaccination	4
Windsor	6	Anglais	15 juin	18 h-20 h	Population générale	8
Grande région de Montréal (GRM)	7	Français	16 juin	18 h-20 h	Personnes comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans	6
Villes de taille moyenne des Prairies	8	Anglais	17 juin	19 h-21 h	Personnes opposées à la vaccination	8
Région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, Québec	9	Français	22 juin	18 h-20 h	Population générale	8
Toronto et région de York	10	Anglais	23 juin	18 h-20 h	Parents d'enfants âgés de 12 à 17 ans	6
Canada atlantique	11	Anglais	24 juin	17 h-19 h	Jeunes adulte de 18 à 30 ans	8
Calgary	12	Anglais	29 juin	20 h-22 h	Parents d'enfants âgés de 12 à 17 ans	7
<b>Nombre total de participants</b>						<b>85</b>

## Principales constatations

### Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19

#### **Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)**

Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu quoi que ce soit concernant le gouvernement du Canada dans les médias, les participants ont été nombreux à mentionner la récente découverte de tombes non identifiées d'enfants autochtones sur le site d'un ancien pensionnat à Kamloops, en Colombie-Britannique. C'est cette nouvelle qui les a le plus préoccupés. Peu d'entre eux étaient au courant des mesures mises en place par le gouvernement fédéral à la suite de cette découverte, mais certains se rappelaient avoir entendu des déclarations publiques à ce sujet. Quelques participants ont aussi mentionné la récente adoption d'un projet de loi visant à faire du 30 septembre un jour férié et la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation.

Les questions liées à la COVID-19 ont également été mentionnées par plusieurs qui se rappelaient surtout avoir entendu parler des vaccins et des annonces officielles concernant les cas signalés de

myocardite associée au vaccin Pfizer, le report de la deuxième dose, les doses additionnelles commandées par le gouvernement fédéral et le soutien offert par le Canada aux pays en développement pour l'acquisition de doses de vaccins.

Les participants avaient également entendu les nouvelles concernant l'assouplissement des restrictions frontalières, avant et particulièrement après l'annonce de la première phase du plan de réouverture du gouvernement fédéral le 21 juin. La majorité des participants étaient au courant que les voyageurs pleinement vaccinés auraient bientôt l'autorisation d'entrer au Canada sans avoir à faire de quarantaine ou à séjourner dans un hôtel approuvé par le gouvernement, et bon nombre d'entre eux avaient l'impression que les déplacements entre le Canada et les États-Unis en seraient d'autant plus facilités.

Quelques autres enjeux ont été mentionnés : le renforcement du test de résistance hypothécaire, la réglementation de l'expression en ligne (projet de loi C-10), la présence du premier ministre au Sommet du G7, les préoccupations à l'égard du déficit croissant, l'annulation du projet de pipeline Keystone XL, les tensions dans les relations Canada-Chine, et un déclenchement imminent des élections fédérales.

### **Perspectives à propos des restrictions locales (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)**

#### **Points de vue sur les restrictions régionales (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)**

*Winnipeg (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)*

Les résidents de Winnipeg étaient généralement sceptiques quant à la pertinence des restrictions accrues récemment mises en œuvre dans leur province. Beaucoup ont invoqué un manque de conformité et d'application, et certains pensaient que pour être utiles, les restrictions devraient être plus ciblées. D'autres les ont contestées en faisant valoir que le virus se propagerait de toute façon et qu'il valait mieux laisser les gens vivre leur vie. Plusieurs estimaient aussi qu'une forte prise vaccinale constituait le meilleur rempart contre la COVID-19, même en l'absence de mesures. Comme en témoigne ce qui précède, la plupart des participants souhaitaient la levée des restrictions actuelles.

En guise d'introduction au deuxième point de discussion, nous avons expliqué au groupe que le gouvernement du Canada accorderait au Manitoba l'aide supplémentaire demandée pour lutter contre la pandémie. Les réactions à cette annonce ont souvent été ambivalentes. Même si certains participants se sont dits reconnaissants de l'offre du gouvernement fédéral, la plupart étaient exaspérés que leur gouvernement provincial ait besoin de s'en prévaloir.

*Calgary (parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)*

Dans l'ensemble, les parents de Calgary trouvaient la levée des restrictions trop hâtive dans leur ville et leur province. Malgré un sentiment d'insécurité largement partagé, certains ont admis que la

réouverture était nécessaire pour redémarrer l'économie. Cela dit, beaucoup pensaient qu'il faudrait multiplier les messages exhortant les gens à prendre des précautions.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils se sentaient assez en sécurité pour assister au prochain Stampede de Calgary, la plupart ont répondu que non et qu'ils prévoyaient sauter l'événement afin de limiter leur exposition aux foules.

À la question de savoir si l'éventualité d'une quatrième vague de COVID-19 les inquiétait, de nombreux participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs ont tout de même indiqué qu'étant vaccinés, ils se sentaient plus à l'abri. Outre les préoccupations relatives à la santé, certains redoutaient les répercussions qu'une quatrième vague et de nouvelles restrictions pourraient avoir sur l'économie et les petites entreprises, en particulier, ainsi que sur la santé financière et mentale des travailleurs dont les emplois seraient touchés. En revanche, d'autres estimaient peu probable que de nouveaux confinements et fermetures soient décrétés, car cela susciterait une forte résistance du public.

### **Impact personnel des restrictions**

Nous avons demandé aux participants des deux groupes en quoi les restrictions liées à la COVID-19 les avaient affectés ainsi que leur famille. Plusieurs thèmes communs sont ressortis de la discussion :

- La santé mentale : Les effets de l'isolement et du manque d'interactions sociales sur la santé mentale des participants et celle de leurs proches étaient une source de préoccupation courante.
- L'impossibilité de voir la famille : Beaucoup ont décrit la difficulté d'être privés de contacts familiaux, de rater les événements importants comme les mariages et les funérailles, et de se faire du souci pour des parents vulnérables qui souffraient de l'isolement.
- L'apprentissage en ligne : Les parents dont les enfants avaient assisté à l'école à distance trouvaient que ces derniers avaient eu de mal à s'y adapter, en raison de l'isolement social.
- Les pertes d'emplois : Certains ont mentionné qu'ils avaient perdu leur emploi ou que leur entreprise avait été acculée à la faillite en raison des fermetures liées à la pandémie.

### **Fatigue associée à la COVID-19 (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)**

Nous avons demandé à un groupe de participants qui étaient fatigués de la COVID-19 et affichaient des comportements plus à risque d'expliquer leur choix d'avoir des contacts à l'extérieur de leur ménage. Beaucoup se sont dits frustrés de la situation au Manitoba. Ils avaient l'impression d'être en retard par rapport aux autres provinces pour ce qui est de la gestion de la pandémie et des plans de réouverture. Beaucoup jugeaient que les restrictions provinciales avaient été inefficaces et que leur gouvernement n'apprenait pas de ses erreurs. Certains remettaient en question le bien-fondé des restrictions actuelles, soutenant que les données scientifiques ne les justifiaient pas. Enfin, certains estimaient également que la pandémie suivrait son cours peu importe les mesures adoptées et qu'il appartenait aux Canadiens de décider du risque qu'ils sont prêts à courir.

**Restrictions liées à la COVID-19 (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique)**

Tout au long du mois, les participants ont été appelés à commenter diverses restrictions de voyage liées à la COVID-19. Ils ont également discuté de la nécessité d'imposer de nouvelles mesures ou, au contraire, de devenir plus permissifs. À différents moments de la discussion selon le groupe, nous leur avons présenté de l'information sur les assouplissements à venir, en sollicitant leur avis sur la question.

**Connaissance des restrictions relatives aux voyages internationaux (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean)**

Interrogés sur les restrictions relatives aux voyages internationaux en vigueur au Canada, la plupart des participants savaient que diverses mesures de voyage et de quarantaine étaient en place. Les attitudes à leur égard ont fortement varié d'une région à l'autre. Alors que certains souscrivaient aux restrictions, d'autres s'y opposaient au motif qu'elles sont inefficaces et portent atteinte à la vie privée. Celles qui suivent ont compté parmi les premières citées, mais étaient parfois source de confusion :

- Un séjour de trois nuits dans un hôtel de quarantaine désigné, aux frais du voyageur, à son arrivée au Canada;
- Un test de dépistage de la COVID-19 avant l'arrivée au Canada;
- Les voyages recommandés ou autorisés uniquement à des fins essentielles;
- Des restrictions variables en fonction du statut vaccinal; et
- Une quarantaine plus longue ainsi qu'un séjour obligatoire de trois nuits dans un hôtel pour les voyageurs arrivant au Canada par avion, alors que la traversée de la frontière canado-américaine en voiture s'accompagne de conditions plus souples.

Au demeurant, certains participants ont exprimé de la frustration à l'égard des échappatoires ou des inégalités qu'ils décelaient dans les restrictions de voyage actuelles. Certains ont noté qu'elles semblaient favoriser les gens qui ont les moyens de faire un séjour dans un hôtel de quarantaine ou d'enfreindre les restrictions. D'autres croyaient que les titulaires de la double nationalité canadienne et américaine avaient abusé de la possibilité de passer la frontière librement.

Pour faciliter la discussion sur les restrictions de voyage en vigueur, nous avons apporté des précisions à leur sujet. Les participants de quatre groupes (Winnipeg, Hamilton, Nouvelle-Écosse et basses-terres continentales de la C.-B.) ont ensuite été invités à les commenter. Les résidents de Winnipeg et de Hamilton ont eu tendance à se montrer critiques des restrictions. Certains pensaient qu'il aurait fallu fermer les frontières dès le premier cas de COVID-19 détecté et que les précautions supplémentaires adoptées à ce stade arrivaient trop tard. Beaucoup étaient également contre le dépistage obligatoire et la quarantaine à l'hôtel parce que ces exigences leur semblaient brimer les libertés individuelles. À l'inverse, les résidents de la Nouvelle-Écosse et des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique étaient plutôt favorables aux restrictions, beaucoup les jugeant nécessaires et susceptibles d'être efficaces pourvu qu'on veille à leur application.

La question de savoir à quel moment le gouvernement du Canada devrait alléger ces restrictions a été posée à ces quatre groupes. Selon la plupart des participants, la décision devait dépendre des progrès de la vaccination et du moment où le pays atteindrait l'immunité collective. Certains estimaient toutefois que les restrictions étaient inefficaces ou superflues et souhaitaient leur retrait immédiat pour la sauvegarde de l'économie.

Nous avons aussi demandé aux participants à quel moment le gouvernement du Canada devrait mettre fin à l'isolement obligatoire à l'hôtel. Dans l'ensemble, la plupart s'entendaient sur le fait que cette mesure pouvait et devrait être abolie sur-le-champ. Elle leur paraissait inefficace pour endiguer la propagation de la COVID-19 et injustement onéreuse pour les voyageurs. Les quelques personnes qui étaient favorables aux hôtels de quarantaine trouvaient important de décourager les voyages afin de contenir la progression du virus et ses impacts sur le système de santé.

**Modification prochaine des restrictions de voyage (résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique)**

La plupart des participants de ces groupes, tenus après le 9 juin, étaient au courant que des changements aux restrictions de voyage se profilaient à l'horizon, annoncés par le gouvernement fédéral. Même si les détails étaient flous, beaucoup savaient que les voyageurs canadiens n'auraient plus à faire de quarantaine en rentrant au pays, et certains savaient que le dépistage à l'arrivée serait maintenu. Nombre de participants avaient l'impression que des règles différentes s'appliqueraient aux voyageurs étrangers et aux personnes non vaccinées. Certains avaient aussi entendu parler de règles distinctes pour les enfants de moins de 12 ans, non admissibles à la vaccination.

Pour clarifier les choses, nous avons fourni les détails de l'annonce la plus récente du gouvernement fédéral aux participants, qui ont eu tendance à appuyer les modifications prévues. Ils les croyaient sécuritaires, puisqu'elles concernaient les personnes doublement vaccinées, et y voyaient un incitatif permettant aux gens de retourner vers une vie normale. Quelques-uns craignaient qu'il soit prématuré d'abroger la quarantaine pour les voyageurs entièrement vaccinés, et se demandaient si les données sur les taux de transmission chez les personnes pleinement immunisées étaient cette décision.

Plusieurs participants se demandaient comment les nouvelles règles s'appliqueraient dans le cas de voyageurs ayant des enfants de moins de 12 ans, qui ne pouvaient pas être vaccinés, et si la quarantaine serait requise pour les enfants seulement ou pour toute la famille.

**Possibilité de raccourcir la période de quarantaine (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination)**

Les participants ont exprimé des opinions divergentes quant à la possibilité d'écourter la quarantaine pour les voyageurs entièrement vaccinés. Nombre d'entre eux étaient favorables à l'assouplissement de cette exigence, voire même à son abolition, tandis que d'autres souhaitaient son maintien, étant donné le risque que des porteurs asymptomatiques transmettent le virus à d'autres.

**Possibilité d'autoriser les voyages non essentiels à destination du Canada (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique)**

La possibilité d'autoriser les voyages non essentiels à destination du Canada n'a pas été vue comme une priorité. Beaucoup estimaient qu'il fallait attendre que de plus nombreux Canadiens – et voyageurs étrangers – soient entièrement vaccinés. Certains participants croyaient aussi que l'on devrait laisser reprendre les déplacements non essentiels à l'intérieur du pays avant d'autoriser les voyages non essentiels internationaux.

**Exemptions à la frontière (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination)**

À la question de savoir s'il y aurait lieu d'instaurer des exemptions pour les ressortissants de pays affichant un taux de vaccination élevé ou un nombre de cas faible, la plupart ont reconnu la logique de cette suggestion. Certains estimaient cependant que les exemptions devraient dépendre du voyageur, et du fait qu'il soit complètement vacciné ou non, plutôt que des conditions observées dans son pays

d'origine. Plusieurs pensaient que les déplacements internationaux étaient nécessaires pour relancer l'économie canadienne. D'autres avaient des réserves. La perspective d'une levée des restrictions les inquiétait, peu importe le statut vaccinal des voyageurs et la situation du pays d'origine, car ces personnes pouvaient malgré tout contracter le virus et le propager.

Nous avons ensuite demandé aux participants ce qu'ils diraient d'un scénario où, pour ce qui est des voyages non essentiels au Canada, les frontières seraient ouvertes uniquement aux personnes entièrement vaccinées. Bon nombre d'entre eux étaient ouverts à cette approche et la trouvaient raisonnable. Cela dit, certains ont insisté sur la nécessité d'un dépistage avant l'admission des voyageurs au pays, afin de minimiser les risques qu'ils transmettent le virus. Les participants étaient souvent plus à l'aise à l'idée d'une approche exigeant la double vaccination ainsi qu'un test.

Nous avons également demandé aux participants si les voyageurs entièrement vaccinés devraient être soumis aux mêmes exigences de dépistage et de quarantaine que les non-vaccinés. Les opinions ont varié. Selon certains participants, les voyageurs qui sont en mesure de fournir une preuve de vaccination devraient pouvoir entrer plus facilement. En revanche, d'autres ont rappelé que même les voyageurs vaccinés pouvaient être porteurs du virus et, qu'en conséquence, ils devaient eux aussi se plier aux restrictions et aux mesures de santé publique en vigueur.

Invités à dire si la frontière entre le Canada et les États-Unis devrait être ouverte, les participants ont pour la plupart recommandé qu'elle reste fermée pour l'instant et que les voyages ne reprennent qu'une fois toutes les restrictions sanitaires levées au pays. Les taux d'infection toujours élevés aux États-Unis et le risque que cela posait pour les Canadiens étaient jugés préoccupants, tout comme la difficulté de rechercher les contacts auprès d'Américains traversant la frontière en voiture.

### **Comportements des Canadiens (résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, jeunes adultes du Canada atlantique)**

Dans le plan de réouverture annoncé en juin, le gouvernement fédéral a supprimé les trois jours de quarantaine à l'hôtel pour les voyageurs canadiens entièrement vaccinés, mais leur imposait toujours de s'auto-isoler en attendant les résultats de leur test à l'arrivée. Nous avons demandé aux participants dans quelle mesure ils croyaient que ces voyageurs respecteraient les consignes. Les avis étaient partagés, mais la plupart des participants doutaient que tous se plient aux règles. Selon eux, beaucoup seraient tentés de déroger aux exigences de quarantaine en l'absence de mesures d'application.

Nous leur avons ensuite demandé si les Canadiens pleinement vaccinés devaient toujours être tenus de faire un test de dépistage de la COVID-19 à leur retour au pays. À nouveau, ils ont été partagés. Beaucoup pensaient que le dépistage gardait son importance, vu le risque que des voyageurs même pleinement vaccinés contractent et transmettent le virus. Selon certains, la décision devait dépendre du nombre de cas enregistrés dans le pays de partance. D'autres préconisaient d'éliminer le dépistage pour les voyageurs entièrement vaccinés, et quelques-uns réclamaient la levée complète de cette exigence, au motif que les résultats des tests ne sont pas particulièrement fiables.

À ceux qui considéraient le dépistage comme toujours nécessaire, nous avons demandé s'il fallait tenir les tests aux points d'entrée ou permettre aux voyageurs de les passer dans une pharmacie de quartier. La plupart penchaient pour la première option, car la seconde leur semblait compromettre l'exigence de l'auto-isolement et risquait de favoriser la transmission du virus.

En conclusion, les participants ont été invités à donner leur avis sur la possibilité d'utiliser des tests rapides aux points d'entrée pour les voyageurs pleinement vaccinés et de ne pas exiger la quarantaine lorsque les résultats sont négatifs. Certains participants trouvaient ce choix plus pratique et moins coûteux à administrer, et plus commode pour les voyageurs. D'autres n'étaient pas à l'aise avec le compromis que cela comportait sur le plan de la santé et de la sécurité.

**Perspectives à propos de la COVID-19 et des vaccins (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)**

#### **Performance du gouvernement fédéral**

Les perceptions du bilan du gouvernement fédéral en matière de gestion de la pandémie ont varié, mais la plupart des évaluations penchaient du côté négatif.

Beaucoup tenaient le gouvernement du Canada pour partie responsable des confinements prolongés et de leurs conséquences préjudiciables, citant à l'appui la fermeture partielle des frontières, l'absence de politique nationale sur les restrictions sanitaires (qu'ils croyaient du ressort fédéral), le déploiement trop lent des vaccins, et des dépenses liées à la COVID-19 qui feraient exploser la dette à long terme. De nombreux participants trouvaient que la prestation du gouvernement fédéral sur plusieurs de ces plans ne s'était pas améliorée avec le temps, dans certains cas parce qu'ils confondaient les compétences fédérales et provinciales. Certains ont aussi mentionné la diffusion de messages contradictoires sur les vaccins, et plusieurs ont dit s'inquiéter de l'absence d'un plan de réouverture concret pour l'ensemble du pays.

Ceux dont l'évaluation était plus favorable ont souvent évoqué les mêmes enjeux, lorsque nous avons demandé ce que le gouvernement fédéral aurait pu mieux faire dans sa gestion de la pandémie. En règle générale, toutefois, ils pensaient que le gouvernement avait fait de son mieux pour aider les citoyens et l'économie canadienne à traverser une épreuve sans précédent; à titre d'exemples d'interventions utiles, ils ont mentionné la Prestation canadienne d'urgence (PCE) et la Prestation canadienne de la relance économique (PCRE), le rapatriement des Canadiens coincés à l'étranger, et des communications publiques efficaces et régulières au sujet de la pandémie.

À la question de savoir si la situation sanitaire allait s'améliorer ou non, la plupart des participants ont fait montre d'un optimisme prudent, fondé sur des taux de vaccination croissants et une baisse récente

du nombre de cas, tout en évoquant leurs inquiétudes à la perspective que d'autres vagues surviennent à l'approche de l'hiver et que de nouveaux variants plus virulents fassent leur apparition.

### **Vaccins**

Un certain nombre de questions à propos des vaccins subsistaient dans tous les groupes. Le plus souvent, elles portaient sur les effets secondaires et les conséquences à long terme de l'utilisation de ces produits. Beaucoup de participants souhaitaient davantage d'informations ou s'inquiétaient de l'insuffisance des données, surtout en ce qui concerne la vaccination des enfants et des adolescents. Il y a également eu des questions sur les courts délais de développement des vaccins et le caractère adéquat ou non des essais cliniques, sur la place et le sérieux accordés aux opinions médicales dissidentes quant à la sûreté des vaccins, et sur leur efficacité contre les nouveaux variants.

Chez les parents, les intentions étaient partagées pour ce qui est de faire vacciner les enfants maintenant que le vaccin de Pfizer était approuvé pour les 12 ans et plus. Certains avaient déjà pris ce parti, ou envisageaient de le faire et en discutaient avec leurs enfants, tandis que d'autres hésitaient et voulaient attendre qu'on en sache plus sur la sécurité des vaccins.

Au sein des groupes réticents à la vaccination, de nombreux participants se sont dits prêts à changer d'idée lorsque d'autres données seraient disponibles, ou déjà plus réceptifs au vaccin maintenant qu'ils voyaient le nombre de cas et d'hospitalisations reculer. Ceux qui y restaient réfractaires ont invoqué la question du choix et de la liberté personnelle ainsi que leurs inquiétudes concernant l'innocuité des vaccins; beaucoup préféraient suivre les restrictions, comme le port du masque.

### **Vaccination transfrontalière entre Windsor et Detroit (résidents de Windsor)**

Plusieurs participants de ce groupe avaient entendu parler du projet de vaccination transfrontalière entre Windsor et Detroit. Presque tous l'ont appuyé, après avoir pris connaissance de ses détails, et trouvaient logique de faire bénéficier les résidents locaux d'un accès rapide à des doses qui risquaient sinon d'être jetées. Quelques-uns se demandaient si ces doses seraient sûres ou comparables à celles fournies par le gouvernement canadien. Plusieurs ont reproché à ce dernier son manque de soutien à l'initiative, jugeant l'accès aux vaccins inadéquat à l'heure actuelle.

### **Messages de Santé Canada sur la vaccination des jeunes (parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)**

Les participants de ces deux groupes de parents ont été invités à lire et à commenter deux séries de messages sur la vaccination des jeunes de 12 à 17 ans contre la COVID-19.

#### **Série de messages A**

La première série de messages abordait les thèmes suivants : les conséquences graves de la COVID-19 et ses variants chez les jeunes; la recommandation de faire vacciner les jeunes émise par des autorités sanitaires telles que la Société canadienne de pédiatrie; la sûreté avérée et la complète efficacité du

vaccin chez ce groupe d'âge, d'après les essais cliniques; enfin, l'assurance d'une surveillance étroite et d'une action rapide de la part de Santé Canada en cas de préoccupation relative à la sécurité.

Les réactions à ces messages ont été largement négatives, surtout en Alberta. Les affirmations relatives à la sûreté et à l'efficacité du vaccin ont particulièrement déplu, du fait qu'elles paraissaient exagérées et ne répondaient pas à des préoccupations pourtant légitimes quant aux effets secondaires et aux conséquences à long terme possibles d'un médicament qui, de l'avis de beaucoup, avait été précipité sur le marché dans une situation d'urgence et restait encore largement non testé chez les enfants. Même si certains reconnaissent que les variants de la COVID-19 peuvent gravement toucher tous les groupes d'âge et que le cautionnement d'autorités médicales indépendantes est important, peu étaient rassurés à la perspective que Santé Canada surveille la situation et agisse après-coup.

Tout compte fait, nombre de participants ont semblé encore plus indécis quant à la vaccination de leurs enfants après avoir été exposés à ces messages. En Alberta, beaucoup avaient le sentiment qu'ils présentaient des faits non prouvés et essayaient de dicter une ligne de pensée aux parents.

### **Série de messages B**

L'autre série de messages, montrée après la première dans les deux groupes, présentait la vaccination comme une forme de protection des enfants; un moyen pour les parents de veiller à la santé mentale des enfants et de les aider à retrouver une vie normale; un sujet de discussion important entre parents et enfants; enfin, un sujet qui soulève naturellement des questions et des préoccupations et qui mérite d'être abordé avec un fournisseur de soins de santé.

Les réactions à cette série de messages ont varié selon l'emplacement. Les participants de Toronto/York se sont élevés contre ce qui leur paraissait une tentative de les culpabiliser et les inquiéter au sujet du bien-être de leurs enfants. Au contraire, dans le groupe de Calgary, les parents ont aimé cette série de messages axés sur les avantages de la vaccination pour les jeunes. L'appel à leurs valeurs parentales et à leur désir de protéger leurs enfants a touché une corde sensible, tout comme le fait que ces messages reconnaissent les difficultés rencontrées par ces derniers durant la pandémie. Enfin, ils ont aimé le fait d'être encouragés à discuter avec leurs enfants et leur médecin de famille et à mener leurs propres recherches afin d'en arriver à une décision éclairée.

### **Préférence des participants**

Dans le groupe de Toronto/York, les deux séries de messages ont déplu et la plupart des participants n'ont pas voulu choisir lorsque nous leur avons demandé leur préférence. Dans le groupe de Calgary, tous les participants ont privilégié la série de messages B.

## Partie II : Autres enjeux

### **Questions autochtones (résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique)**

Les participants ont soulevé plusieurs enjeux concernant les Autochtones qui méritaient l'attention du gouvernement fédéral : l'éducation des Canadiens sur les peuples autochtones et leur histoire pour les sensibiliser aux perspectives et aux préoccupations des Autochtones; l'accès à l'eau potable dans les réserves comme droit humain fondamental; les efforts à déployer pour traiter les enjeux sociaux que sont la pauvreté et les inégalités; et la nécessité de redoubler d'efforts afin que les communautés autochtones puissent devenir autonomes et s'autodéterminer. Certains ont également parlé de poursuivre les recherches pour retrouver d'autres tombes sur les sites d'anciens pensionnats.

Les participants étaient tous d'accord pour dire que les questions autochtones devraient être une grande priorité pour le gouvernement fédéral et que des efforts supplémentaires étaient nécessaires pour obtenir les résultats décrits plus haut.

Personne n'avait l'impression que le gouvernement fédéral portait une trop grande attention aux questions autochtones. Par contre, certains s'inquiétaient des dissensions inhérentes à celles-ci et quelques-uns ont exprimé de la fatigue ou un certain degré de désengagement envers ce qu'ils voient comme étant des enjeux complexes et extrêmement négatifs. Quelques participants se sont dits préoccupés par les dépenses qu'ils considéraient comme élevées et l'absence de résultats.

### **Initiatives du gouvernement du Canada pour soutenir les peuples autochtones**

Les participants étaient peu nombreux à avoir entendu parler des récentes mesures prises par le gouvernement du Canada pour traiter les questions autochtones, surtout parmi les jeunes adultes du Canada atlantique. La Journée nationale de la vérité et de la réconciliation était la seule initiative dont ils se sont souvenus spontanément. Celle-ci a été accueillie favorablement, mais la plupart ont jugé que c'était insuffisant.

Pour approfondir la discussion, nous avons présenté aux participants une liste des initiatives récemment mises en œuvre par le gouvernement du Canada pour venir en aide aux peuples autochtones, dont celles-ci :

- Le financement et les progrès réalisés pour lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les communautés des Premières Nations.
- Les mesures mises en œuvre en réponse aux conclusions de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
- Le dépôt d'un projet de loi visant à mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA).
- Les fonds et les initiatives destinées aux recherches et à la commémoration des enfants décédés dans les pensionnats.

Les participants s'entendaient pour dire que les initiatives concernant les avis d'eau potable et la DNUDPA étaient celles qui auraient le plus d'impact. La majorité a reconnu la nécessité de régler le problème d'eau potable et plusieurs avaient l'impression que la DNUDPA permettrait au gouvernement fédéral et aux Premières Nations de travailler ensemble de manière plus constructive sur tous les enjeux.

Lorsque nous leur avons demandé si ces récentes actions avaient changé leur impression des efforts déployés par le gouvernement fédéral pour traiter les questions autochtones, la plupart des participants étaient ambivalents. Certains ont répondu que ces engagements et initiatives s'étaient fait attendre et qu'on en parlait depuis longtemps, ou doutaient carrément de leur efficacité.

La plupart étaient toutefois favorables aux objectifs de ces initiatives et croyaient qu'avec des efforts adéquats, on obtiendrait des résultats constructifs et durables, surtout si le gouvernement fédéral s'assurait que les Autochtones jouent un rôle de leadership plus actif, non seulement en partenariat avec le gouvernement en dirigeant les discussions et les décisions, mais au sein même du gouvernement. Bon nombre de participants s'entendaient pour dire que le gouvernement fédéral devrait éviter d'utiliser le financement comme solution unique pour régler les problèmes qu'ils considèrent comme complexes et qui requièrent un engagement honnête avec les communautés autochtones pour déterminer la meilleure marche à suivre.

**Enjeux locaux (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)**

### **Industries et secteurs locaux**

Dans tous les groupes, sauf celui composé de résidents de Hamilton, les participants ont été invités à préciser les industries et les secteurs les plus importants dans leur région, y compris ceux qui avaient le plus besoin du soutien du gouvernement et si, à leur connaissance, le gouvernement fédéral avait offert un tel soutien récemment.

En ce qui concerne les industries et secteurs clés, c'est le secteur du tourisme et de l'hébergement qui a été de loin mentionné le plus souvent, ayant été cité dans tous les groupes, à part celui formé de résidents de Winnipeg. Un éventail d'autres industries et secteurs ont été nommés selon la région, dont les suivants :

- Winnipeg : l'hydroélectricité, l'élevage, le bois d'œuvre, les mines de nickel, la fabrication, la construction et les infrastructures.
- Nouvelle-Écosse : la construction navale, la pêche et le secteur forestier.
- Basses-terres de la C.-B. : l'industrie cinématographique, l'aménagement immobilier et des terrains et l'éducation postsecondaire.

- Windsor : l'industrie automobile, l'éducation, la santé, l'agriculture et les organismes sans but lucratif.
- Calgary : le secteur pétrolier et gazier, les transports, la fabrication de produits alimentaires, l'agriculture et la santé.

Pour ce qui est des industries et secteurs qui ont le plus besoin d'être soutenus par le gouvernement, ce sont ceux qui ont été les plus touchés par les fermetures et les restrictions en raison de la COVID-19 qui ont été principalement mentionnés par les participants, à commencer par le secteur du tourisme et de l'hébergement, premier cité dans tous les groupes, y compris celui de Winnipeg. Parmi les autres secteurs nommés fréquemment, soulignons celui des petites entreprises, auquel les groupes de Windsor et de Winnipeg ont fait allusion. Sinon, en Nouvelle-Écosse, le secteur des arts et de la culture a été désigné comme un domaine qui éprouvait déjà des difficultés avant la pandémie; les participants de Windsor ont quant à eux cité les organismes sans but lucratif et ceux des basses-terres de la C.-B., l'aménagement des terrains. Ce sont les participants de Calgary qui ont nommé le plus de secteurs qui avaient besoin d'aide, dont ceux touchés par la pandémie comme la santé, l'éducation et la gestion de la chaîne d'approvisionnement, et de façon générale, le secteur pétrolier et gazier.

Lorsque nous leur avons demandé de préciser le soutien que le gouvernement avait offert aux industries et aux secteurs en difficulté dans leur région, les participants ont couramment mentionné la gamme de prestations d'urgence destinées aux petites entreprises en réponse à la pandémie. Ils ont notamment cité les subventions, l'allègement du loyer et la subvention salariale. La plupart estimaient qu'il fallait en faire plus pour permettre aux entreprises de survivre aux fermetures. À Calgary, les participants pensaient par ailleurs qu'on devait en faire davantage pour les personnes qui travaillent dans le secteur pétrolier et gazier, en particulier pour les aider à se réorienter dans un nouvel emploi ou une nouvelle industrie.

### **Enjeux locaux (Winnipeg, Hamilton, Nouvelle-Écosse, Calgary)**

Nous avons demandé aux participants des quatre groupes tenus dans les lieux susmentionnés quelles étaient les principales préoccupations locales dans leur région. Même si les réponses étaient pour la plupart propres à chacune des régions, des enjeux communs liés aux logements inabordables et à l'itinérance ont été soulevés dans tous les groupes, hormis celui de Calgary. La toxicomanie et la santé mentale ont été mentionnées dans l'ensemble des groupes, sauf celui de la Nouvelle-Écosse, et les inquiétudes relatives à l'économie et aux petites entreprises dans la foulée des restrictions liées à la COVID-19 ont été citées à Hamilton et en Nouvelle-Écosse.

En outre, les participants de Winnipeg ont fait mention de problèmes d'infrastructure routière, de criminalité, de sous-financement des hôpitaux, de personnel hospitalier insuffisant et de racisme. À Hamilton, les participants ont noté la stagnation des revenus et la hausse du coût de la vie. Ceux de Nouvelle-Écosse considéraient le fort taux de chômage et le mauvais état de l'infrastructure routière comme des problèmes locaux urgents. Enfin, les participants de Calgary ont relevé les questions relatives à un nouveau programme d'études, les préoccupations des usagers du réseau local de transport en commun et les mauvaises communications des autorités policières locales.

### **Défis en matière d'infrastructures (Winnipeg, Hamilton, Nouvelle-Écosse, basses-terres de la C.-B., Windsor)**

Les participants des lieux susmentionnés s'entendaient pour dire que la priorité en matière d'investissements locaux devait être accordée aux problèmes d'infrastructure. Le plus souvent, les participants ont relevé le besoin d'améliorer les routes et les autoroutes, d'élargir les réseaux de transport en commun et d'offrir plus de logements abordables. Selon des participants de Winnipeg et de Windsor, il fallait investir davantage dans les réseaux d'alimentation en eau potable; des participants de Windsor et de la Nouvelle-Écosse estimaient quant à eux que des investissements supplémentaires étaient nécessaires pour améliorer les services Internet et les infrastructures connexes.

Pour leur part, les participants de Hamilton ont parlé de la nécessité d'agrandir l'aéroport local, alors que ceux de Windsor réclamaient des investissements qui feraient baisser le coût de l'électricité.

### **Projet de train léger sur rail de Hamilton**

De rares participants du groupe tenu à Hamilton étaient au courant du financement du projet de train léger sur rail de Hamilton annoncé récemment par le gouvernement du Canada. Une fois informés de cette annonce, les participants convenaient que d'autres enjeux, comme l'itinérance, étaient plus prioritaires et que seules les personnes habitant à l'une ou l'autre des extrémités du réseau de transport en profiteraient.

### **Basses-terres de la Colombie-Britannique – tunnel George-Massey**

Plusieurs participants connaissaient le projet de remplacement du tunnel George-Massey. La plupart appuyaient fortement cette initiative et estimaient qu'elle avait assez tardé.

### **Logement (résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de Windsor, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination)**

Les questions du logement et du marché de l'habitation ont été débattues au sein de ces groupes, en plus d'avoir été citées spontanément, plusieurs participants considérant les logements inabordables et la flambée des prix des logements à louer ou à vendre comme des préoccupations locales pressantes.

Les participants de tous les groupes et régions reconnaissaient que les prix des logements avaient augmenté dans la dernière année, y compris dans les petites villes où ils étaient auparavant plus abordables. Selon la majorité, cette situation avait des effets néfastes sur le coût de la vie et elle devenait de plus en plus insoutenable. Bien que nombreux à compter acheter un logement dans les prochaines années, la plupart admettaient qu'il était de plus en plus difficile de mettre de côté la mise de fonds exigée, compte tenu de l'augmentation des loyers et du prix des habitations à vendre. Pour certains, les prix demandés étaient prohibitifs et ils se disaient déçus par la perspective grandissante de n'avoir jamais accès à la propriété, y voyant un échec important.

## **Initiatives du gouvernement du Canada en matière de logement**

Mis à part l'incitatif à l'achat d'une première propriété et, dans une moindre mesure, le Régime d'accession à la propriété et le test de résistance des prêts hypothécaires, les participants connaissaient peu les initiatives du gouvernement du Canada en matière de logement. De rares participants pensaient qu'il y avait suffisamment d'initiatives en place pour donner aux gens les moyens d'acheter une maison.

Nous avons montré aux participants la liste suivante d'objectifs relatifs aux logements contenus dans le budget fédéral de 2021 et leur avons demandé ce qu'ils en pensaient :

- *Accélérer la création de nouvelles unités et réparer des unités existantes;*
- *Appuyer les coûts de construction, de réparation et d'exploitation d'environ 560 logements de transition et places en refuge pour les femmes et les enfants fuyant la violence; et*
- *Appuyer la conversion des locaux commerciaux vacants (p. ex. locaux de commerce de détail et espace à bureaux) en logements locatifs.*

Plusieurs participants appuyaient ces initiatives, mais peu étaient persuadés qu'elles auraient un impact. De plus, certains s'opposaient à ce qu'ils considéraient comme de l'ingérence du gouvernement dans le marché de l'habitation. Enfin, une confusion régnait quant à la manière dont ces initiatives parviendraient concrètement à faire baisser les prix et les participants se demandaient si elles ne produiraient pas involontairement l'effet contraire.

## **Imposition d'une taxe sur l'utilisation improductive des logements canadiens**

Seuls quelques participants avaient eu vent des projets du gouvernement du Canada visant à taxer l'utilisation improductive des logements canadiens par des propriétaires étrangers non résidents (nous avons précisé aux participants que cette initiative était parfois qualifiée de « taxe sur les acheteurs étrangers » dans les médias). Après avoir pris connaissance de la description de la taxe, la plupart des participants y étaient favorables et la considéraient comme une bonne idée, à condition qu'elle soit bien appliquée et suffisamment élevée pour influencer sur les décisions des acheteurs étrangers ou inciter les propriétaires étrangers à convertir ou à vendre les habitations vacantes ou sous-utilisées. Dans les groupes tenus à l'extérieur des grandes villes, une majorité estimait que cette taxe aurait un impact plus important sur les marchés immobiliers de métropoles comme Toronto, Montréal et Vancouver qu'au sein de leur collectivité.

## **Test de résistance des prêts hypothécaires**

Certains connaissaient le test de résistance des prêts hypothécaires, mais peu de participants se souvenaient de détails précis. Ceux qui ont pu fournir des précisions pensaient que les nouvelles règles visaient à resserrer les conditions d'admissibilité à un prêt hypothécaire.

Après que nous leur ayons fourni une description, les participants voyaient le changement surtout d'un œil positif, le considérant comme une protection nécessaire pour les propriétaires potentiels et une mesure qui aiderait à modérer la demande et la hausse des prix des maisons à vendre. Les participants réfractaires aux nouvelles règles applicables aux prêts hypothécaires pensaient qu'elles créeraient de

nouveaux obstacles pour les acheteurs et qu'elles rendraient l'accès à la propriété encore plus difficile qu'avant. Selon plusieurs participants, ces nouvelles règles nuiraient à leur capacité d'obtenir un prêt hypothécaire et d'acheter une maison.

### **Autres mesures relatives au logement**

Interrogés au sujet de ce que le gouvernement fédéral pouvait (ou devrait) faire d'autre pour faciliter l'accès à la propriété, les participants ont proposé plusieurs mesures, dont les suivantes : mettre en place un programme de revenu de base garanti, exercer un contrôle sur les loyers, construire un plus grand nombre d'habitations à loyer modéré, accroître le financement de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété et d'autres programmes semblables ou adopter des règlements qui obligent à construire des petites maisons plus abordables ou limitent le nombre d'habitations qu'un propriétaire peut détenir.

### **Image de marque de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (parents de Calgary ayant des enfants de 12 à 17 ans)**

Nous avons demandé aux participants de Calgary d'examiner et d'évaluer deux concepts créatifs conçus pour Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) qui étaient présentés sous forme de série de maquettes, mais sans la marque DEO. Les évaluations visaient à savoir ce que les participants aimaient ou non des concepts, ce qu'ils comprenaient à propos des concepts, s'ils se sentaient interpellés par eux et s'ils avaient une préférence pour l'un d'eux.

Pour ce qui est de la compréhension, les participants saisissaient en général que ces publicités du gouvernement fédéral visaient à promouvoir la diversité économique et les forces de la région. Ce message a toutefois été accueilli avec un certain scepticisme, si l'on se fie à l'opinion partagée voulant que le gouvernement fédéral n'en fasse pas suffisamment à cet égard. De plus, l'emploi du mot « prairies » dans les deux concepts portait à confusion, la plupart des participants le jugeant inapproprié pour décrire Calgary ou la majeure partie de l'Alberta et le trouvant juxtaposé de façon incongrue aux images de montagnes utilisées dans les concepts créatifs. Après avoir été informés que les concepts avaient été élaborés pour Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, peu de participants ont dit connaître l'organisme ou pensaient que les publicités fournissaient d'autres renseignements que ceux évoqués dans le nom de l'organisme.

Même si aucun des deux concepts ne s'est clairement démarqué comme étant plus clair ou attrayant, certains éléments qui ont plu ou déplu sont ressortis. Dans l'ensemble, les participants aimaient les couleurs vives et éclatantes du concept A, qui leur semblaient plus accrocheuses et intéressantes, et plus efficaces pour véhiculer l'idée d'une vision audacieuse pour l'économie de l'Alberta. Les participants avaient cependant tendance à préférer les photographies employées dans le concept B, qui représentaient mieux l'Alberta et Calgary selon eux et concordait davantage avec le message principal des publicités portant sur la diversité et les forces de la région.

Concernant certains éléments de conception, les participants aimaient la flèche présente dans le concept A, mais le « P » utilisé comme élément graphique dans le concept B leur déplaisait, car ils le

trouvaient ambigu ou susceptible de distraire. De façon générale, les participants ont salué les photographies mises en valeur dans les deux concepts (à commencer par celles propres au concept B), estimant qu'elles montraient l'Ouest canadien et la diversité de la région sous un jour positif.

**Étiquettes de mise en garde concernant les émissions des véhicules et véhicules zéro émission (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, parents de la Nouvelle-Écosse ayant des enfants de 12 à 17 ans, résidents des basses-terres de la C.-B. comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de l'Outaouais réticents à la vaccination, résidents de la GRM comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans, résidents de villes de taille moyenne des Prairies opposés à la vaccination, résidents du Saguenay-Lac-Saint-Jean, parents de Toronto et de la région de York ayant des enfants de 12 à 17 ans, jeunes adultes du Canada atlantique)**

### **Connaissance**

Dans la plupart des groupes, les participants avaient une connaissance limitée du terme « véhicules zéro émission (VZE) » et en savaient encore moins sur ce que cette catégorie englobait, outre les véhicules électriques. Toutefois, en se fondant sur le terme, la plupart ont compris que ces véhicules étaient plus écologiques et moins dépendants aux combustibles fossiles que les véhicules traditionnels, des affirmations que certains trouvaient exagérées, compte tenu de la pollution engendrée par la fabrication et l'élimination des batteries et par la recharge, en fonction de la source d'électricité.

Pour stimuler la discussion, nous avons fourni aux participants une définition selon laquelle ces véhicules avaient la capacité de ne produire aucune émission d'échappement et englobaient différents types de véhicules, y compris les véhicules électriques, hybrides ou à pile à hydrogène.

### **Intérêt, mesures incitatives et obstacles**

De nombreux participants se voyaient acheter un VZE à un moment donné dans l'avenir, du moins à long terme, et étaient motivés surtout par la volonté de réduire leur empreinte carbone ainsi que par l'idée d'aider à lutter contre les changements climatiques, dans l'espoir d'une durabilité accrue. De plus, la perspective de posséder une voiture à la fine pointe de la technologie leur plaisait.

Le prix d'achat des véhicules, peu abordable, était considéré comme un obstacle de taille, tout comme la perception voulant qu'il n'y ait pas suffisamment de bornes de recharge, en particulier dans les régions rurales, ainsi que le temps, les inconvénients et les possibles problèmes de sécurité associés à l'obligation de recharger un véhicule pendant le trajet plutôt qu'en le remplissant d'essence. Les participants se préoccupaient également de la durée de vie des batteries et de leur élimination, des aspects de fiabilité et d'entretien ainsi que de la fonctionnalité, de l'autonomie et de la performance (surtout par temps froid et lors de longs trajets).

Invités à préciser les facteurs qui les inciteraient encore plus à acheter un VZE, les participants ont mentionné des prix plus abordables, un plus grand choix de véhicules et d'options, un accès élargi aux infrastructures nécessaires et une meilleure connaissance des questions relatives aux batteries et à l'autonomie. Même si la plupart des participants étaient en faveur de l'idée d'acheter des VZE et des composants fabriqués au Canada, seuls ceux du Québec ont affirmé que le fait de savoir qu'un VZE a été construit au Canada les motiverait à l'acheter. Pour une majorité, le facteur le plus important était le coût, suivi de la fiabilité et de la performance.

### **Abordabilité**

Un fort consensus régnait dans tous les groupes quant au prix élevé des VZE les plus performants, qui coûtaient aussi cher que les voitures de luxe et s'adressaient surtout aux personnes à l'aise financièrement. Les questions d'abordabilité ont été associées à des préoccupations concernant l'entretien et les infrastructures de recharge. Cela dit, dans les régions où l'électricité est bon marché, certains avaient l'impression que l'alimentation des VZE coûterait moins cher et que cela permettrait d'économiser à long terme. Par ailleurs, la plupart présumaient que les coûts d'acquisition, d'entretien et de recharge finiraient inévitablement par baisser dans les dix prochaines années, en raison d'une adoption élargie, des progrès technologiques et d'un marché d'occasion plus mature. La majorité pensait aussi que les coûts diminueraient si les constructeurs étaient contraints de fabriquer uniquement des VZE, mais beaucoup craignaient que cette obligation ne se traduise initialement par des coûts plus élevés pour les consommateurs, forçant certains d'entre eux à acheter un véhicule plus cher, qu'ils n'ont pas les moyens de payer. Dans le groupe de Winnipeg, les participants devaient dire ce qu'ils pensaient de l'idée de rendre les VZE obligatoires. Beaucoup s'inquiétaient des répercussions que cela aurait sur les consommateurs à court terme, estimant que les coûts augmenteraient alors que la fonctionnalité et la performance seraient moindres.

### **Recharge des batteries**

Les participants étaient nombreux à admettre d'emblée qu'ils en savaient peu à ce sujet, mais la plupart d'entre eux pensaient encore que la recharge pouvait prendre beaucoup de temps et qu'il y avait peu d'infrastructures en place pour permettre aux gens de recharger facilement leurs véhicules. Toutefois, ceux qui étaient mieux renseignés considéraient la recharge comme un processus simple et l'ont expliqué aux autres.

### **Établissement d'objectifs en matière de véhicules électriques**

Nous avons demandé aux participants de la plupart des groupes ce qu'ils pensaient de la possibilité que le gouvernement du Canada établisse des objectifs en vertu desquels une partie ou la totalité des voitures vendues au Canada devront être électriques. Dans l'ensemble, les opinions étaient partagées, certains groupes étant en faveur de l'idée, d'autres contre.

Les participants des groupes de Winnipeg, des Prairies, de la Nouvelle-Écosse et de Toronto/York s'y opposaient en général pour toutes sortes de préoccupations relatives notamment aux coûts pour les consommateurs, à la fonctionnalité des véhicules et aux questions de liberté et de choix personnels. Ils craignaient aussi que cette politique donne lieu à des pratiques commerciales contraires à l'éthique ou

qu'elle nuise au secteur pétrolier et gazier au Canada. Le groupe des jeunes adultes du Canada atlantique appuyait l'idée, sous certaines conditions, tandis que ceux des basses-terres de la C.-B., de l'Outaouais et de la grande région de Montréal ont exprimé le plus large soutien. Ces derniers étaient tout de même nombreux à se préoccuper des mêmes enjeux que ceux décrits ci-dessus et pensaient que le gouvernement fédéral devait les gérer de manière prudente et réfléchie.

**Étiquettes de mise en garde concernant les émissions des véhicules (résidents de Winnipeg fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de Hamilton comptant acheter leur premier logement d'ici cinq ans)**

Nous avons demandé aux participants de ces deux groupes ce qu'ils pensaient de l'idée d'apposer au point de vente des étiquettes de mise en garde relative à la pollution sur les voitures, les camions et les VUS les plus polluants. À Winnipeg, tous les participants étaient contre l'idée, à l'instar de certains participants de Hamilton. Ils étaient nombreux à trouver cette initiative peu pratique et inutile. Les participants de Hamilton qui appuyaient l'idée en ont peu débattu, jugeant simplement que les étiquettes pourraient être efficaces pour guider les acheteurs vers des véhicules moins polluants.

---

**COMPLÉMENT D'INFORMATION**

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : le 18 décembre 2020

Valeur du contrat : 1 618 838,00 \$

---